

Le « Grand Moyen-Orient » échec politique, mirage économique et réalité sécuritaire.

Nils Andersson

Décembre 2004

Proche, Moyen ou Grand, la définition de cette région est instable comme les sables qui en recouvrent de très larges espaces. Le Proche-Orient, anciennement le Levant, désigne les pays riverains de la Méditerranée orientale, le Moyen-Orient, traduction de l'expression anglo-saxonne Middle East, s'étend sur une vaste zone centrée sur les pays du Golfe Persique, l'un et l'autre prêtant à interprétations. (1) Le terme arabe Machrek (l'Orient) ne délimite pas de façon plus précise la région, sa frontière s'arrêtant à la Péninsule du Sinaï, ou, quand il inclut l'Égypte et le Soudan, le Machrek s'arrête à une ligne le séparant du Maghreb (l'Occident), qui traverse la Libye. Aux Etats-Unis, des lunettes à longue distance font désigner un territoire allant du Maroc au Pakistan. (2)

C'est cette représentation extensive et, ô combien hétérogène (hors la référence musulmane), comprenant 19 États arabes, Mauritanie, Maroc, Algérie, Tunisie, Libye, Égypte, Soudan, Jordanie, Arabie Saoudite, Yémen, Oman, Émirats Arabes Unis, Bahreïn, Qatar, Koweït, Irak, Syrie, Liban, Iran, auxquels sont adjoints la Turquie, l'Afghanistan, le Pakistan et Israël, qui fonde le projet de George W. Bush de Greater Middle East. Une région qui s'étend sur trois continents, de l'Atlantique à l'Indus, avec une superficie plus de quatre fois supérieure à celle de l'Europe des 25 (3) et une population dépassant les 580 millions de personnes. (4)

Une région déchirée, traumatisée par des guerres, traversée depuis un siècle par des crises nationalistes centripètes, prise en tenaille entre les conséquences de l'ingérence tutélaire et colonisatrice des grandes puissances et les entraves d'un fondamentalisme religieux paralysant, avec des populations soumises aux pouvoirs et rapines de potentats corrompus dont le niveau de vie par habitant stagne depuis 30 ans.

Le Grand Moyen-Orient idée neuve ou remake ?

Si l'« Initiative pour un Grand Moyen-Orient » de l'administration Bush a suscité de fortes réactions dans le monde arabe, elle a retenu moyennement l'attention des médias européens et fort peu celle des opinions publiques ; il peut donc être utile de rappeler certains épisodes et les intentions avouées - et cachées - de ce projet. Il ne s'agit nullement d'une idée neuve : dans un contexte différent, en 1955, engageant leur politique de containment de l'Union Soviétique, les Etats-Unis créent avec la Grande-Bretagne, la Turquie, l'Irak, l'Iran et le Pakistan, le « Pacte de Bagdad », un traité de défense qui trouve son prolongement en 1956 avec la « doctrine Eisenhower ». Cette doctrine, présentée par le secrétaire d'État Foster Dulles sous une étiquette « anticolonialiste », après que les Etats-Unis eurent exigé le retrait des forces anglo-françaises sur le canal de Suez, préconise la mise en place d'un programme d'aide économique et militaire pour combattre la « politique de puissance de l'Union Soviétique » et assurer la « défense du monde libre ». Cette politique va consister, pour s'opposer à des courants nationalistes, progressistes ou laïcs, considérés comme agents ou instruments de l'Union Soviétique, à soutenir des régimes théocratiques, tyranniques et obscurantistes sans que morale et démocratie y trouvent place.

Dans l'après-guerre froide, pour intégrer la région au nouvel ordre global, l'idée prévalut d'organiser des partenariats économiques réunissant gouvernements, financiers, chefs d'entreprises et décideurs états-uniens, européens, arabes et israéliens. Tel fut l'objectif des conférences de Casablanca, Amman, Le Caire et Doha entre 1994 et 1997. Hors la part de rêve sur les miracles du libéralisme économique, l'échec des accords d'Oslo et le maintien des populations palestiniennes dans un état de dépendance et sans droits étatiques, mirent à mal ce processus. Les attentats du 11 septembre scelleront son échec définitif, la « guerre globale contre le terrorisme », dont le monde arabe apparaît comme l'épicentre, succède à la guerre froide.

Dès lors, l'objet n'est plus seulement, comme depuis la première moitié du XXe siècle, de s'assurer le contrôle des richesses énergétiques de la région ni, comme après 1990, d'accélérer le processus d'intégration à l'économie de marché et à la libre concurrence de cette vaste zone géographique, mais de mettre en place des systèmes politiques et un dispositif militaire permettant une « stabilisation sécuritaire » conforme aux intérêts des Etats-Unis et, plus généralement, de l'Occident.

Des régimes fondamentalistes et totalitaires, qui jouèrent un rôle utile pour les Etats-Unis dans le cours de la guerre froide, ou qui, dans cette nouvelle phase, se montrent moins dociles, apparaissent dès lors peu défendables. Les Etats-Unis jugent donc nécessaire, à l'instar de James Woolsey, chef de la CIA de 1993 à 1995, de remodeler la région : « Nous voulons vous voir nerveux. Nous voulons que vous preniez conscience que les Etats-Unis et leurs alliés sont en marche et que nous sommes du côté de ceux que vous - les Moubaraks, la famille royale saoudienne - craignez le plus : nous sommes du côté de vos peuples. » (5) Relevons toutefois l'évidente confusion de ce néo-conservateur avéré entre « nos intérêts » et « vos peuples ».

S'inscrivant dans cette logique, le 20 janvier 2003, dans son discours sur l'état de l'Union, George Bush déclare : « Tant que le Proche-Orient restera en proie à la tyrannie, au désespoir, à la colère, il continuera à produire des hommes et des mouvements qui menacent la sécurité de l'Amérique et de nos amis. L'Amérique poursuit donc une stratégie de liberté au Proche-Orient. Nous allons défier les ennemis de la réforme. » Il devait préciser ce dessein le 26 février devant The American Enterprise Institute, avec l'Irak en point de mire : « Un Irak libéré pourra montrer comment la liberté peut transformer cette région qui revêt une importance extrême. Il existe des signes encourageants d'un désir de liberté au Proche-Orient. Des chefs de file de la région parlent d'une nouvelle charte arabe qui prônerait la réforme intérieure, une plus grande participation politique, l'ouverture économique et le libre-échange. »

Les divergences apparues au sein du Conseil de sécurité (sans ignorer le rejet massif par les opinions publiques d'une politique de guerre) ont amené l'administration Bush, par la voix de Donald Rumsfeld, à affirmer que mieux valait pour conduire cette guerre « être 'solitaire qu'entravé par une coalition complexe et peu maniable. » Les Etats-Unis s'engageaient dans la voie du droit à une « intervention préventive » unilatérale.

Suite au revers politique, à l'enlèvement militaire, à la profonde déstabilisation de la région et aux difficultés rencontrées dans les relations avec le reste du monde que représente l'occupation de l'Irak, Nicole Gnesotto, directrice de l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne, fait le constat pertinent que pour remodeler le Proche-Orient, « George Bush devait trouver une idée plus consensuelle que celle qui a présidé à l'intervention en Irak ». (6) C'est cet objectif que vise le « document de travail » intitulé Initiative pour un Grand Moyen-Orient, porté à la connaissance des dirigeants du G8 pour être discuté lors de leur réunion du 8 au 10 juin 2004 à Sea Island.

Cette « initiative » est fidèle à la ligne politique élaborée par Paul Wolfowitz et I. Lewis Libby, dès 1992, présentée dans Defense Policy Guidance 1992-1994, qui préconise d'« empêcher toute puissance hostile de dominer des régions dont les ressources lui permettraient d'accéder au statut de grande puissance », elle s'inscrit dans la logique de « l'axe du mal » qui a conduit à la guerre en Irak pour combattre le terrorisme (collusion Al Qaïda/Saddam Hussein) et la menace d'armes de destruction massive, motifs que l'on sait en l'occurrence non fondés, plus encore, mensongers. Intentions explicitées par Dick Cheney lors du Forum économique de Davos, le 27 janvier 2004, « Aider les peuples du Moyen-Orient à surmonter leur "déficit de liberté" est, en fin de compte, la clé pour remporter la guerre globale contre le terrorisme. C'est là l'une des grandes tâches qu'il nous appartient d'accomplir et elle exigera une résolution et des ressources pendant une génération et plus. »

L'Initiative pour un Grand Moyen-Orient, rendue publique par le Washington Post et Al-Hayat, en février 2004, suscite ce commentaire avisé de Gilbert Achcar : « Puisant largement dans les rapports sur le monde arabe préparés sous l'égide du Fonds arabe de développement économique et social (Fades) et du bureau régional du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le document américain évoque le niveau de pauvreté, d'illettrisme et de chômage dans les pays arabes pour tirer une sonnette d'alarme à l'intention des membres du G8, dont les « intérêts communs » seraient menacés par « une croissance de l'extrémisme, du terrorisme, du crime international et de l'immigration illégale... C'est à ce titre que Washington interpelle les membres du groupe en présentant comme complémentaires des initiatives passablement concurrentes – comme le Partenariat euro-méditerranéen (le "processus de Barcelone") et la Middle East Partnership Initiative du département d'Etat américain – et en invoquant les " efforts multilatéraux de reconstruction en Afghanistan et en Irak" comme s'ils s'inscrivaient dans une seule et même démarche. » (7)

Outre ces partenariats sur lesquels nous aurons l'occasion de revenir, les concepteurs états-uniens du projet de Grand Moyen-Orient ont également en tête les « Accords d'Helsinki » sur la coopération et la sécurité en Europe, signés, en 1975, par les pays occidentaux (Amérique du Nord et Europe) et par l'Union Soviétique et les pays de l'Europe centrale et orientale. Ces Accords comprenaient, comme l'Initiative pour un Grand Moyen-Orient, trois volets (ou corbeilles) : économique, militaire et droits de l'homme dans les Accords d'Helsinki, devenus pour le Grand Moyen-Orient : développement, sécurité et démocratisation. L'on sait aujourd'hui le rôle essentiel joué par la troisième corbeille, celle des droits de l'homme, dans le processus de désagrégation du bloc soviétique.

La référence à Helsinki de l'Initiative fut ouvertement affirmée par le Ministre israélien des Affaires de la diaspora, Natan Sharansky dans l'International Herald Tribune : « Pour ceux qui veulent construire la démocratie dans la région, le document d'Alexandrie (8) offre la possibilité d'élaborer une stratégie « à la Helsinki » dans la région... Quinze ans après ce sommet, le mur de Berlin tombait et si de nombreux facteurs différents l'expliquent, la question des Droits de l'homme soulevée à Helsinki a amorcé le mouvement... Il faut qu'un mouvement analogue s'amorce au Proche-Orient et pour cela, l'appel à la réforme ne doit plus rester une simple formule incantatoire. Le monde libre doit lier ses politiques internationales à la façon dont les régimes arabes traitent leur population. Cela devrait entraîner rapidement des effets car les pays du Proche-Orient sont encore plus dépendants de l'Occident que ne l'était l'URSS en 1975. » (9)

Ce parallèle dans les intentions n'avait d'ailleurs pas échappé aux dignitaires concernés (et menacés), ainsi, le chef de la diplomatie saoudienne, le prince Saoud Al-Fayçal, s'exprimant devant l'European Policy Center à Bruxelles, avait, dès le 19 février, comparé le projet américain aux accords d'Helsinki, rappelant qu'ils « avaient été signés avec l'Union soviétique dans le but de la transformer géographiquement et politiquement » et de constater : « Les résultats sont connus de tous : l'Union soviétique s'est brisée en plusieurs États, elle a souffert des privations économiques et ses habitants ont été les plus malheureux pendant deux décennies. » (10) Une vérité peut aussi sortir de la bouche des autocrates.

Comme il l'a déjà été relevé, pour justifier l'Initiative, les rédacteurs du document ont usé d'une astuce qui consiste à se référer à des rapports du PNUD rédigés par des auteurs arabes, notamment une étude publiée en 2002, dans laquelle sont soulignées les trois « plaies » de la région : « le manque de liberté, l'aliénation des femmes et la faiblesse du processus d'acquisition et d'usage du savoir », ce qui permet aux initiateurs du Grand Moyen-Orient de prétendre vouloir répondre à des réformes que les Arabes demandent. Certes, qu'il s'agisse des libertés, des droits des femmes ou de l'accès au savoir, des réformes s'imposent et les auteurs de ces rapports, comme la grande majorité des populations arabes les demandent, mais avec une nuance d'importance, pas par la voie de l'ingérence ou d'un dessein impérial.

Si l'on veut, en quelques chiffres, mesurer l'ampleur du problème, avec 9,5% de la population mondiale, le Grand Moyen-Orient, qui détient plus de 65% des réserves de pétrole, ne représente que 2,8% du PIB, 6,1% des investissements et 3,9% du commerce dans le monde. (11) Autre chiffre révélateur du caractère prédateur du commerce international et de l'usurpation de la rente pétrolière par les pouvoirs en place, le PIB par habitant n'a augmenté dans le monde arabe depuis 1975 que de 0,3% par an, seule l'Afrique subsaharienne fait moins bien. (12)

Devant ce constat, quelles sont les propositions faites pour sortir les populations de la région de leur misère et de la stagnation ? Plus que d'un plan de développement, il s'agit, énumérant les conclusions des rapports du PNUD, d'un inventaire des handicaps connus de la région. Ainsi, l'administration Bush préconise une aide à la « démocratie et à la bonne gouvernance » qui consisterait, par exemple, à apporter une « assistance préélectorale » au pays du Moyen-Orient (enregistrement des électeurs, formation des scrutateurs) ou, concernant la promotion d'une « société de la connaissance », de porter une attention particulière à la situation des femmes (formation de cadres dirigeantes et d'institutrices, mise en place d'organismes d'assistance juridique). Le seul projet chiffré de l'Initiative mérite attention, entendons Gilbert Achcar à son propos : « le document atteint un degré confondant d'ingénuité. Grâce aux miracles de la « microfinance », avec seulement 100 millions de dollars par an sur cinq ans, on pourrait faire sortir de la pauvreté 1 200 000 « entrepreneurs » (dont 750 000 femmes), à coup de prêts de 400 dollars par personne. » (13) 400 dollars pour sortir de la pauvreté et devenir un « entrepreneur », on reste effectivement confondu.

Au contraire des deux volets précédents, les remèdes du troisième volet, qui se rapporte aux « perspectives de développement économique », ne sont en rien homéopathique mais définissent l'idéologie du projet ; sont préconisés la création d'une Banque du développement pour le Grand Moyen-Orient, le renforcement du secteur privé, la libéralisation des investissements et l'accélération des réformes nécessaires à l'adhésion à l'OMC des pays de la région, mesures qui doivent permettre de réaliser « une transformation économique d'une ampleur similaire à celle qu'ont entreprise les pays ex-communistes d'Europe centrale et orientale. » L'objectif ainsi clairement défini, reste une inconnue, le document est silencieux sur une donnée essentielle pour réaliser un programme aussi ambitieux, son support financier. Une certitude, les États-Unis ne pouvant assurer seuls ce projet, foin d'unilatéralisme, l'Union européenne (plus le Japon et le Canada) sont priés de s'y associer, d'où l'Initiative à l'adresse du G8.

Des distances des Européens ...

Quelles réactions suscita le « plan de travail » de l'administration Bush chez ses partenaires européens et dans les pays du « Grand Moyen-Orient » ? Abordons d'abord les réactions des Européens. Le Monde a rapporté celles, souvent entendues, d'experts se rapportant à l'espace concerné : « une même stratégie de l'Afghanistan à la Mauritanie, cela n'a aucun sens » ou au financement du projet : « notre crainte est que les États-Unis veuillent se servir de nos instruments pour faire avancer leur vision géopolitique du Proche-Orient et qu'ils nous demandent de financer ce plan titanesque ». (14)

Le scepticisme sur l'espace géographique que recouvre l'Initiative, une zone géographique regroupant, hors la référence à l'Islam, des pays ayant une histoire, un peuplement et une culture très différents, et dont les couches au pouvoir ont des intérêts et des ambitions antagonistes, est général, jusqu'aux États-Unis où Robert McNamara, chef du Pentagone au moment de la guerre du Vietnam, rappelait : « nous sommes entrés au Vietnam sans rien savoir de ce pays, de son histoire, de sa culture. C'est la raison pour laquelle nous avons perdu. » Le « Grand Moyen-Orient » apparaît donc comme un exemple caricatural de l'imperméabilité de l'administration Bush aux leçons de l'histoire.

Du côté des gouvernements européens, la position du ministre allemand des affaires étrangères, Joschka Fischer, est assez révélatrice : après avoir montré un certain enthousiasme envers la proposition états-unienne, il s'en démarque en proposant le document franco-allemand intitulé : Partenariat stratégique pour un avenir commun avec le Moyen-Orient dans lequel est proposé à l'Union européenne non pas une fusion de l'Initiative de la Maison Blanche et du Partenariat euro-méditerranéen mis en place il y a 9 ans, mais une étroite concertation visant au renforcement et à la complémentarité des deux initiatives. Point de vue exprimé par Javier Solana, haut représentant de l'Union Européenne, dès le 23 février 2004, lors de la réunion des ministres européens des Affaires étrangères, où il déclare : « l'impulsion doit venir de la région. L'Union européenne doit définir une approche distincte qui complète celle des États-Unis, et travailler à travers ses propres institutions et instruments. » La Grande-Bretagne, l'Espagne et, avec plus de réticences, l'Italie vont se rallier à cette position.

Pour répondre à la critique la plus souvent émise, le document souligne la nécessité de « prendre en compte le sentiment national et l'identité de chaque pays » et « d'éviter les pièges d'une approche globale qui ignore les caractéristiques nationales et stigmatise l'islam comme étant incompatible avec la modernité » mais le document franco-allemand se prononce aussi - réelle dissonance, la question étant totalement ignorée dans le « document de travail » états-unien -, sur la nécessité de trouver une solution au conflit israélo-palestinien, sans quoi « il y aura peu de chances de résoudre d'autres problèmes du Moyen-Orient. »

Certes, ce sont là des paroles en accord avec la stratégie de sécurité de l'Union européenne définie en décembre 2003, mais force est de reconnaître que depuis la « Déclaration de Venise » du Conseil européen en 1980, dans laquelle était affirmé que : « Le problème palestinien, qui n'est pas un simple problème de réfugiés, doit enfin trouver une juste solution. Le peuple palestinien, qui a conscience d'exister en tant que tel, doit être mis en mesure, par un processus approprié défini dans le cadre du règlement global de paix, d'exercer pleinement son droit à l'autodétermination », les Européens se sont désengagés de la question palestinienne, abandonnant aux seuls États-Unis la gestion du dossier et accordant par la même à Washington la maîtrise de la question du Moyen-Orient. Ce qui amène Georges Corm, ancien ministre des finances libanais, à faire le constat que « l'Union européenne se contente depuis plusieurs années d'être

apporteur d'aide économique dans la région. » Qu'à cette occasion ait été rappelé que la question du Moyen-Orient reste soumise à une solution de la question palestinienne n'est donc pas secondaire.

Au chapitre économique, les Européens peuvent en effet arguer auprès de l'administration Bush de la « Déclaration de Barcelone » qui annonçait, en 1995, la création d'un « Partenariat euro-méditerranéen » (Euromed) ayant pour but le développement économique et la modernisation des sociétés civiles. Dans le prolongement des Accords d'Oslo et le climat d'apaisement qui en résultait, ce partenariat réunit à son origine les 15 États membres de l'Union européenne et 12 États du Sud et de l'Est de la Méditerranée (Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Territoires palestiniens, Syrie, Tunisie, Turquie, plus Chypre et Malte qui sont aujourd'hui devenus membres de l'Union européenne). (15) L' « Initiative d'un Grand Moyen-Orient » apparaît donc comme une version élargie du processus de Barcelone.

Sur les résultats du « Partenariat euro-méditerranéen », les avis divergent ; pour Jean-François Deguzen, « La véritable force du PEM réside dans le formidable réseau de solidarité qui s'est mis en place autour de la Méditerranée. Des milliers de programmes sont en place qui structurent un espace de coopération qui touche toutes les strates sociales et économiques : du grand projet d'infrastructure au micro-projet » (16) et, au regard des 150 millions de \$ accompagnant le « plan de travail » du projet de l'administration Bush, la contribution financière de l'Europe s'élève à 3 milliards d'euros par an.

Autre appréciation, pour quel résultat ? Un éditorial d'Al Hayat, considère que le projet euro-méditerranéen est resté lettre morte, tout en attribuant en partie cet échec à « la capacité des pays arabes à faire échouer les tentatives de réforme et de modernisation. » (17) Il n'y a naturellement, dans le processus de Barcelone, aucune philanthropie mais des intérêts européens à défendre qui peuvent être, pour certains et à un moment donné, communs à ceux des pays bénéficiaires, mais qui ne sont pour autant pas dénués de visées tutélaires. Toutefois, à entendre Al Hayat, « Cette fois-ci, les choses semblent différentes, car les États-Unis, qui s'étaient moqués du projet européen, sont à la tête de la nouvelle initiative. De plus, le lien de cause à effet désormais établi entre l'absence de démocratie et le terrorisme incite l'Occident à s'intéresser à l'avenir du monde arabe, dans la mesure où la sécurité du monde occidental en dépend. »

L'Europe prise au piège des conséquences la politique de l'administration Bush, c'est ce que font clairement entendre des dirigeants arabes. Le Secrétaire général de la Ligue arabe, Amre Moussa, le dit sans ambages : « Le rôle européen dans la paix n'est pas celui du curieux et du généreux, mais celui du concerné et du menacé par les conséquences de la détérioration de la situation dans cette région. » (18) De même, pour Amin Houweidi, ancien ministre de la défense égyptien : « Les docteurs états-uniens et européens s'intéressent à ce patient en particulier plutôt qu'aux autres parce qu'ils affirment que sa maladie peut être contagieuse pour les pays du G8 » ; et d'ajouter, ne pouvant ignorer les visées géostratégiques des États-Unis : « Les Européens se méfient du plan américain car ils craignent que Washington veuille faire de la région une base politique et militaire permanente », pour conclure « Toutefois, l'Europe ne parvient toujours pas à transformer ses paroles en actes et elle ne s'opposera pas au projet états-unien lors du G8. » (19)

Ce que confirme le « Rapport intérimaire sur un partenariat stratégique entre l'UE et la région méditerranéenne ainsi que le Moyen-Orient » (20) dans lequel, pour répondre à la question « comment garantir la complémentarité avec d'autres intervenants extérieurs dans la région », on peut lire comme réponse de l'Union européenne à l' « Initiative pour le Grand Moyen-Orient » : « Si l'Union doit continuer d'appliquer sa propre stratégie distincte, elle doit accueillir favorablement la possibilité de coopérer et de coordonner son action avec les États-Unis dans le cadre du partenariat transatlantique », se contentant de notifier que « L'Union doit définir une approche complémentaire mais distincte. Elle doit adopter une approche anticipatoire sur cette question. »

L'Europe ne s'y oppose pas, elle ne fait que marquer une différence

... aux sentiments d'humiliation du monde arabe.

Les motifs d'irritation et de mécontentements sont nombreux. Signe du mépris dans lequel les Arabes sont tenus, l' « Initiative pour un Grand Moyen-Orient » a été envoyée aux États membres du G8 sans même qu'elle soit discutée au préalable avec les États concernés et ce serait par leurs collègues européens que les dirigeants arabes en eurent connaissance. L'espace géographique que couvre le projet fait naturellement

l'objet de réticences : le fait que le Maghreb soit considéré comme faisant partie du Moyen-Orient ou, à l'autre extrémité, que le Pakistan et l'Afghanistan soient intégrés au monde arabe, soulève plus que des interrogations sur la compréhension que l'administration états-unienne a de la région. Un de ses contemporains reprochait au grand humaniste de la Renaissance suédois Olof Rudbeck qui - symbolisation d'un chauvinisme national - situait l'Atlantide en Suède, de juger le monde chaque matin à la dimension de son pot de chambre. C'est un tel sentiment que suscite la vision du Moyen-Orient par les cercles de la Maison Blanche : « Comment le Grand Moyen-Orient à l'américaine pourrait-il unir les passés politiques complexes des pays constituant cette vaste région en laissant plusieurs questions sans réponse : quel Etat palestinien, quelle solution au problème kurde, à la situation hydraulique régionale ? » (21)

Cette position a été confirmée à Javier Solana lorsqu'il s'est rendu dans la région : « Les rencontres que nous avons eues au Caire avec le président Hosni Moubarak ainsi que de nombreux ministres arabes des Affaires étrangères ont été toutes positives. Ce qu'ils nous ont tous dit est très simple : l'initiative de réformes à introduire dans un groupe de pays doit naître chez ceux-ci et non de l'extérieur. De plus, les réformes ne doivent pas être faites de la même manière dans l'ensemble des pays arabes, car il y a des différences entre ces pays. Par conséquent, les réformes ne peuvent s'appliquer dans différents pays de la même manière. » (22)

Évitons l'ethnocentrisme et écoutons des voix de la région.

Georges Corm, qui fut donc ministre des finances du Liban de 1998 à 2000, fait un constat sans équivoque : « Le projet, par essence, est maladroit et sème la peur et la confusion chez les gouvernants, comme chez les gouvernés. Pour les premiers, les Etats-Unis encouragent par ce projet les revendications de la population et son mécontentement. Les seconds n'y voient qu'une hypocrisie de plus de la part de la politique hégémonique du tandem israélo-américain. De toute façon, en dehors du succès unique de la démocratisation de l'Allemagne et du Japon au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, réalisé par une autre génération d'Américains, notre génération n'a vu que des interventions des Etats-Unis en faveur des régimes les plus brutaux et les plus dictatoriaux dans l'ensemble du tiers-monde, y compris le régime de Saddam Hussein, lorsqu'il faisait les intérêts des puissances occidentales. C'est un projet qui n'a donc guère de crédibilité dans la région. » (23)

Mohamed Sid-Ahmed, intellectuel égyptien, pose lui aussi la question de l'hétérogénéité de la région et du comment résoudre les problèmes qui s'y posent : « la question qui s'impose est la suivante : existe-t-il un véritable « Grand Moyen-Orient » ? Ou bien s'agit-il du Moyen-Orient traditionnel ? Existe-t-il un dénominateur commun entre les questions qui agitent la région s'étendant du Pakistan à l'Est jusqu'au Maroc à l'ouest ? Citons à titre d'exemple la question de l'instauration d'un Etat palestinien. Celle-ci soulève-t-elle nécessairement des problèmes similaires comme la création d'un Etat kurde ainsi que l'indépendance du Cachemire ? En effet, tous les problèmes se ressemblent, mais qu'en est-il de leur règlement ? » (24)

Il est particulièrement significatif qu'une des réactions les plus virulentes (et des plus fondées) vienne de Nader Fergany, principal rédacteur des rapports arabes 2002 et 2003 sur le développement humain, ceux là mêmes qui ont servi de références au projet de Grand Moyen-Orient. Nader Fergany dénonce dans Al Hayat : « la mentalité arrogante de l'administration américaine actuelle à l'égard du reste du monde, qui l'entraîne à agir comme si elle pouvait disposer du sort des Etats et des peuples » et, après une argumentation circonstanciée, n'hésite pas à conclure que l'administration Bush se sert du « Rapport arabe sur le développement humain », « comme un ivrogne s'appuie sur un lampadaire pour ne pas tomber, et non pour s'éclairer. » (25)

George W. Bush ayant invité à prendre part à un déjeuner du sommet du G8, quelques pays arabes (l'Afghanistan, l'Algérie, l'Arabie saoudite, le Bahreïn, l'Égypte, la Jordanie, la Turquie et le Yémen), deux pays l'Arabie saoudite et l'Égypte, dont les dirigeants se trouvent dans la ligne de tir de l'initiative américaine déclineront l'invitation à se rendre à Sea Island après avoir, dès le 24 février, dans un communiqué officiel conjoint du Caire et de Riyad, critiqué des « recettes toutes faites » et précisé qu'ils « n'acceptent pas qu'un type particulier de réforme soit imposé, de l'extérieur, aux pays arabes et musulman. ». Le président du Yémen, Ali Abdallah Saleh répondit à cette invitation, non sans s'être exprimé en déclarant : « Nous devons nous raser avant qu'ils nous tondent ! » (26)

C'est certainement ce réflexe d'auto-défense qui a amené le Sommet de la Ligue Arabe des 22 et 23 mai, réuni à Tunis, à dresser un inventaire des problèmes économiques, sociaux et humains de la région, inventaire dont les signataires, d'évidence, ne sont certainement pas plus porteurs ni plus crédibles d'une solution que l'administration Bush. Que l'on en juge :

- élargissement de la participation à la vie publique et politique, en particulier, renforcement du rôle des femmes dans les milieux économiques, sociaux et politiques
- renforcement de la promesse d'élections libres et transparentes, amélioration du fonctionnement des parlements, soutien d'un pouvoir judiciaire indépendant et promotion des médias libres et d'une société civile active.
- intensification des efforts visant à développer et améliorer l'éducation, réviser les programmes scolaires et les systèmes de formation d'enseignants et combattre l'analphabétisme.
- générer suffisamment d'emplois pour satisfaire les cinq millions de demandeurs d'emploi entrant chaque année sur le marché.
- élévation de la croissance économique à environ 6-7 pour cent par an, sur les dix prochaines années.
- accroissement de la part de la région dans les flux de capitaux étrangers, y compris les investissements étrangers directs et indirects. La région attire de faibles niveaux d'investissements directs étrangers, souffre de fuites de capitaux et doit répartir plus productivement le capital qui reste en arrière.
- élargissement de la part de la région dans le développement du commerce international et extension des exportations au-delà des produits primaires pour inclure les produits à haute valeur ajoutée.
- augmentation du commerce et des investissements interrégionaux.
- amélioration de l'accès à l'information en augmentant la capacité de traduction, de publication et l'accès à Internet.

Est-il constat plus révélateur des conséquences d'un siècle de spoliation des ressources de la région, de dépendance et de soumission aux intérêts économiques des grandes puissances, d'allégeance de ses élites politiques à ces mêmes grandes puissances, de l'imposition et du maintien de régimes autocrates, de la corruption des pouvoirs et de l'accaparement de la rente pétrolière, de la marginalisation et de l'élimination des courants réformateurs et progressistes, de l'intégration d'un sentiment d'impuissance en regard de l'Occident, d'un traumatisme de la défaite et d'humiliations accumulées (dont la question palestinienne est l'image constamment renvoyée), de l'appui sur un obscurantisme fondamentaliste devenu transfert de la profonde crise identitaire résultant de ces maux ?

Arrogance et mépris s'expriment jusque dans l'accueil des invités arabes au G8 tel que le relate Al Quds al-Arabi : « Tous les journalistes présents, arabes et étrangers, ont relevé que les hauts responsables américains présents à l'aéroport pour recevoir les grands de ce monde ont disparu de la circulation à l'arrivée des avions transportant les dirigeants arabes. Il en était de même pour l'orchestre militaire, le tapis rouge et les jeunes écoliers qui brandissaient le drapeau américain et celui du pays du chef d'Etat arrivant. »

L'irritation des chefs d'États arabes se doit d'être traduite à l'aune de leurs trônes chancelants et de leurs inquiétudes quant à leur maintien au pouvoir mais cela ne doit pas faire ignorer qu'elle trouve un écho démultiplié dans l'hostilité et la rancœur à l'encontre des États-Unis que ressent le monde arabo-musulman.

Le 8ème Grand

La Russie ne pouvait qu'exprimer des réserves à l'encontre d'un projet qui représente une menace directe de ses intérêts. L'Initiative de la Maison Blanche participe entièrement de l'enjeu géostratégique tel qu'il a été formulé par Zbigniew Brzezinski, « L'Eurasie constitue l'axe du monde. Une puissance qui dominerait l'Eurasie exercerait une influence prééminente sur deux des trois régions les plus productives du monde, l'Europe occidentale et l'Asie orientale. Un coup d'œil sur un planisphère suggère que tout pays dominant en Eurasie contrôlerait presque automatiquement le Moyen-Orient et l'Afrique. L'Eurasie constituant désormais l'échiquier géopolitique décisif, il n'est pas suffisant de concevoir une politique pour l'Europe et une autre pour l'Asie. L'évolution des équilibres de puissance sur l'immense espace eurasiatique sera d'un impact déterminant sur la suprématie globale de l'Amérique. » (27)

Le Grand Moyen-Orient agglomère inéluctablement deux zones clés de l'influence de l'Union Soviétique (et de la Chine), l'Asie centrale et le Caucase ; leurs contrôles par les États-Unis signifie pour la Russie un enfermement à l'intérieur de ses frontières et une pression accrue à ses marges. Par ailleurs, le contrôle de

cette zone assure pour les Etats-Unis une maîtrise totale des routes du pétrole vers l'Europe, l'Est asiatique et les Amériques, y compris pour le pétrole centre-asiatique.

Le gouvernement russe ne peut donc que s'opposer au projet de Grand Moyen-Orient, ce qu'a d'ailleurs notifié le 7 juin 2004 Alexandre Iakovenko, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères : « La Russie considère qu'une approche plus générale et multilatérale est nécessaire pour résoudre les problèmes au Moyen-Orient ». Moscou, comme à l'occasion du débat au Conseil de sécurité sur le déclenchement de la guerre d'Irak, s'est donc tactiquement calqué sur la position franco-allemande, devenue en l'occurrence celle de l'Union européenne. Mais la guerre des mots n'en a pas moins commencé entre la Russie et les Etats-Unis, Colin Powell parle même de « points de rupture » dans les relations entre les deux pays.

De l'Initiative pour un Grand Moyen-Orient au Forum pour l'Avenir

À Sea Island, la conjugaison des réticences européennes et du rejet arabe a obligé les Etats-Unis à faire profil bas, l'« Initiative pour un Grand Moyen-Orient » devenant, en adoptant un ton moins comminatoire, le « Partenariat pour le progrès et un avenir commun au Moyen-Orient élargi et à l'Afrique du Nord ». Tout serait donc dans la définition géographique, car pour le reste c'est pour l'essentiel le plan de l'administration Bush qui a été accepté, les Européens « parviennent certes à diluer les prétentions brutales et outrancières de leur allié de Washington. Mais ils sont bien embarrassés, ne serait-ce que pour proposer une vision alternative, au delà d'un soutien honteux et discret à des régimes répressifs. » (28)

Cependant, pour les Etats-Unis le résultat est équivoque, amer même ; en témoigne la concession faite aux Européens sur la question israélo-palestinienne, le document final précisant : « Notre action en faveur de la réforme de la région ira de pair avec un soutien en faveur d'un règlement juste, global et durable du conflit israélo-arabe, fondé sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU. Nous approuvons pleinement la déclaration du Quartet en date du 4 mai 2004 et nous nous associons à lui dans sa vision commune de deux États, Israël et un Etat palestinien viable, démocratique, souverain et contigu, vivant côte à côte dans la paix et la sécurité ».

Si la presse états-unienne voyait dans le sommet du G8 la dernière opportunité pour George W. Bush de rallier les pays qui s'opposent à la guerre, à ses projets de reconstruction iraquienne et à son plan de réforme démocratique au Moyen-Orient, elle s'est, après sa clôture, montrée dubitative. Le Wall Street Journal juge la forme finale du projet de réforme extrêmement modeste et le New-York Times, ayant rappelé les controverses sur le concept de Grand Moyen-Orient, s'interroge sur ce qu'il appelle la création d'un vague « Forum pour l'avenir » pour promouvoir la démocratie dans ces pays.

Le G8 a effectivement mis « au cœur de ce nouveau partenariat, un « Forum pour l'avenir » qui souligne combien les oppositions rencontrées par l'Initiative états-unienne ont obligé l'administration Bush à adopter une position de repli. En effet, ce partenariat au sein du « Forum pour l'Avenir » : « basé sur une coopération véritable avec les gouvernements de la région, ainsi qu'avec les représentants du secteur économique et de la société civile pour renforcer la liberté, la démocratie et la prospérité pour tous », apparaît soit comme une redite de la tentative avortée dans les années 90 de réunir gouvernements, hommes d'affaires, représentants des sociétés civiles pour permettre une intégration plus poussée du Moyen-Orient à l'économie de marché et aux règles du libre-échange soit comme un « Processus de Barcelone » élargi.

Pour le reste, le Plan du G8 à l'appui des réformes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord est un catalogue de propositions et un inventaire des projets en cours plus qu'un plan de transformation de la région sur tous les thèmes déclinés, qu'il s'agisse de la promotion politique (démocratie), de l'émancipation et de l'égalité pour les femmes, ou de l'accès à l'éducation. Aussi, quand la Maison Blanche se sent autorisée à déclarer : « Aujourd'hui, le président Bush a fait adopter par le G8 un partenariat pour le progrès et un avenir commun historique », (29) l'incantation tient manifestement lieu de politique.

En raison de sa similarité avec le projet initial et des initiatives antérieures, l'appréciation portée par les dirigeants arabes ne peut guère s'en trouver modifiée. Ainsi, dès le 11 juin, le vice-secrétaire général de la Ligue arabe Noureddine Hashad a rejeté le document adopté par le G8. Après avoir à nouveau dénoncé « un discours imposé de l'extérieur », il a rappelé que « les Américains doivent apprendre à respecter la diversité des pays. Ils doivent faire un effort plus important pour nous connaître, cela leur éviterait des déboires dans

la région ». L'erreur serait de croire que ces paroles diffèrent de celles de la rue arabe qui subit la tyrannie de pouvoirs autocrates mais rejette plus encore la politique de Washington qui tend à soumettre la région à ses ambitions hégémoniques.

La présence du président irakien par intérim Ghazi al-Yaouar au dîner du sommet du G8 ne modifie nullement mais confirme le constat implacable de Philip Bowring dans l'International Herald Tribune : « Pour la grande majorité des habitants de la planète - dont les dirigeants n'étaient pas représentés au G8 -, l'événement a été au mieux une opération médiatique, au pire une insulte. C'est peut-être faire preuve d'impolitesse que de rappeler cette évidence : sept des huit chefs d'Etat et de gouvernement du G8 sont blancs, et tous sauf un - la Russie, qui vient d'entrer dans le club - sont membres de l'OTAN ou entretiennent des liens de sécurité très étroits avec les pays occidentaux. » (30)

Commentant « l'événement », Alain Dieckhoff le résume ainsi : « Les mesures concrètes susceptibles d'être soutenues par le nouveau partenariat sont plutôt modestes: programmes de démocratisation, financement d'entreprises privées... On est loin de la "stratégie offensive en faveur de la liberté au Moyen-Orient prônée par le président Bush. Cette révision à la baisse des ambitions de départ doit beaucoup au tir de barrage des Européens et des Arabes qui ont reproché à la démarche américaine sa dimension prescriptive, le peu de cas qui était fait du processus euro-méditerranéen de Barcelone ainsi que l'absence totale de référence au conflit israélo-arabe. » Mais Alain Dieckhoff estime que « ces trois déficits ont été comblés puisque la réforme structurelle du Grand Moyen-Orient est censée être fondée sur la coopération avec tous les acteurs locaux (y compris les Etats), s'appuyer sur l'acquis européen et aller de pair avec le règlement du contentieux politique et territorial entre Israéliens et Palestiniens. » (31) Qu'en est-il ?

Quel avenir pour le « Forum » ?

Les 10 et 11 décembre 2004, s'est réuni pour la première fois à Rabat le « Forum pour l'Avenir », qualifié dans un document du Département d'Etat de « pièce maîtresse » du partenariat initié par le G8. Sous la présidence conjointe de Colin Powell pour les Etats-Unis et du Ministre marocain des affaires étrangères, Mohamed Benaïssa, étaient rassemblés les États membres du G8, les pays du Grand Moyen-Orient, moins l'Iran, qui déclinant l'invitation aurait invoqué la « menace » que les Etats-Unis font planer sur lui, le Soudan, en raison du Darfour et Israël. Étaient également présentes, les principales institutions financières.

Les délégations arabes ont à nouveau fait part de leur défiance envers le projet. Elles ont notamment réaffirmé que « leur soutien aux réformes dans la région ira de pair avec leur soutien à un règlement juste, global et durable du conflit israélo-palestinien », position partagée par les Européens. Amr Moussa, secrétaire général de la Ligue arabe devait préciser qu'un « partenariat » n'était possible que si les partenaires étaient « sur un pied d'égalité », ajoutant même : « comment ce partenariat pourra-t-il réussir alors que l'une des parties est accusée de terrorisme ? »

Les Européens, en l'occurrence Michel Barnier, ont rappelé « l'engagement singulier et ancien de l'Union européenne depuis dix ans vis-à-vis des pays méditerranéens à travers le processus de Barcelone », ajoutant « Barcelone est notre instrument principal. » et Javier Solana de préciser : « l'Union Européenne est au cœur de cette réunion ». Par ailleurs, répondant à une proposition insistante des Etats-Unis de créer un secrétariat permanent du « Forum », plusieurs voix européennes, dont celle de Javier Solana, se sont opposées à ce que le « Forum de l'avenir » s'institutionnalise ; l'idée n'a donc finalement pas été retenue, par contre les participants se sont mis d'accord pour une seconde réunion qui se tiendra à Bahrein en 2005.

Le communiqué final affirme l'engagement des pays arabo-musulmans à « poursuivre les réformes politiques, économiques et sociales », non sans préciser que « Les réformes doivent être entreprises dans le cadre de la souveraineté de chaque Etat ». Au regard des visées initiales, selon Aujourd'hui Le Maroc : « le Forum pour l'Avenir a fini par ressembler à une pâle copie du titubant Processus de Barcelone, suspendu à la résorption du conflit entre Arabes et Israéliens. » (32) Aussi Colin Powell, lorsqu'il déclare, lors de sa conférence de presse, que le « Forum » fut une « manifestation historique couronnée de succès », dénature d'évidence la valeur des mots. Mais les voies sont multiples - en témoigne l'accord commercial conclu le 14 décembre 2004, trois jours après la rencontre de Rabat, entre l'Égypte et Israël, signature lors de laquelle fut déclaré : « C'est un bon accord pour Israël, pour l'Égypte et les Etats-Unis », celui-ci ouvrant la voie à un

accord de libre échange entre l'Égypte et les Etats-Unis. L'Europe et moins encore le monde arabe n'en ont fini avec les effets des rapports inégaux qui régissent les relations internationales.

Le concept de Grand Moyen-Orient est-il enterré ?

L'administration Bush a des objectifs géostratégiques qui ont présidé à l' « Initiative du Grand Moyen-Orient » et, en regard desquels les fluctuations que peuvent connaître ce plan ne sont que des épiphénomènes : il s'agit pour la Maison Blanche, d'assurer une liberté totale aux mouvements des capitaux, d'assurer une mainmise sur les ressources énergétiques de la région, d'avoir la maîtrise des routes du pétrole et des voies maritimes de l'Océan Atlantique aux mers Méditerranée, Noire, Caspienne, Rouge et d'Oman et, nouvel enjeu impératif, de s'assurer le contrôle des ressources hydrauliques, stratégie globale qui, en application de la New National Security Strategy définie à l'automne 2002, inclut la « guerre préemptive ».

Pour mieux intégrer le Moyen-Orient aux règles et aux normes commerciales de l'économie libérale, les Etats-Unis ont déjà des accords de libre-échange avec le Maroc, la Jordanie, le Bahreïn et Israël auxquels va d'ajouter l'Égypte, et des accords-cadres de libre-échange et d'investissement avec l'Algérie, la Tunisie, l'Arabie Saoudite, le Koweït, le Qatar, les Emirats arabes unis et le Yémen. « Ces accords concernent des mesures de baisse des barrières tarifaires et non-tarifaires (échelonnées sur 10 ans), ainsi que la protection des droits à la propriété intellectuelle, le commerce électronique, les normes sanitaires et sociales et de protection de l'environnement. Ces accords s'accompagnent généralement d'un moratoire de la dette et d'une augmentation de l'assistance économique, notamment dans le domaine sécuritaire. L'Initiative prévoit de multiplier les accords de libre échange avec les Etats de la région et également d'aider les pays qui ne sont pas encore membres de l'OMC à remplir les conditions pour y accéder (l'Algérie, l'Arabie Saoudite, le Yémen)... Le modèle néo-impérial américain-global est connu, il suffit d'observer les "transformations" opérées en Amérique Latine : "maquiladorisation" des économies, dégradations environnementales, destruction des paysanneries et atomisation des communautés par la privatisation et l'expropriation, le déplacement et le cantonnement des populations dans les zones suburbaines, voire l'ethnisation des relations sociales. On peut aussi observer l'état de la société américaine elle-même, qui est la matrice des expérimentations globales, et doit être le modèle de l'équilibre entre "développement humain" et préemption coercitive. » (33) Le passage d'« Initiative » en « Partenariat », ne modifie en rien ces objectifs pour la réalisation desquels les États-Unis savent pouvoir s'appuyer sur la « société civile », cette notion floue qui couvre le jeu d'influence des milieux économiques et financiers, de courants politiques, de médias ou de réseaux d'associations bénéficiant d'importantes subventions de Fondations états-uniennes et sous l'influence de leurs think thank.

Mais il est un autre instrument adéquat pour conduire le projet de « Grand Moyen-Orient », l'OTAN.

Le domaine sécuritaire

En adoptant, les 28 et 29 juin, lors de son sommet à Istanbul organisé dans le prolongement du sommet du G8, l'«Initiative pour un Grand Moyen-Orient » (retour à la dénomination initiale...), l'OTAN se présente comme le fer de lance du projet. Chuck Hagel, membre de la commission sénatoriale des affaires étrangères et du comité sénatorial spécial sur le renseignement, est très clair à ce sujet : « Le président Bush a proposé un plan pour le Grand Moyen-Orient qui est de portée potentiellement historique et qui reflète l'importance stratégique de cette région pour la politique étrangère des États-Unis. Le soutien de l'Amérique à la liberté au Grand Moyen-Orient doit s'accompagner de programmes opérationnels de partenariat avec les populations et les gouvernements de la région afin de promouvoir une démocratisation politique et une ouverture économique. L'OTAN est d'une importance essentielle pour le succès de cette entreprise » ; et d'ajouter : « Il n'y a jamais eu, historiquement, de partenariat ou d'alliance mieux placée ou plus capable politiquement de mener le changement qui aboutira à l'avènement d'un monde meilleur et plus sûr que cette institution que nous appelons l'OTAN. » (34)

Toujours dans le cadre du sommet d'Istanbul, le German Marshall Fund et la Fondation turque des études économiques et sociales (Tesev) ont organisé une conférence sur le thème « L'Alliance atlantique à un nouveau tournant » ; ouvrant la conférence, le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, s'est montré tout aussi explicite : « Les valeurs de l'OTAN doivent s'étendre de l'Afrique du Nord à l'Eurasie. »

On touche ici à la face sécuritaire du concept de Grand Moyen-Orient. Le Pentagone a divisé la planète en « aires de responsabilité » attribuées à des grands commandements. (35) Le Grand Moyen-Orient couvre deux de ces aires d'intervention militaire intégrée, la première, et la plus importante en regard de la région, est le

CentCom (Commandement Centre), qui rassemble la Péninsule arabique, l'Irak et le nord de la mer Rouge, la Corne de l'Afrique jusqu'au Kenya, l'Asie du Sud et Centrale, incluant l'Afghanistan et le Pakistan ; la seconde, l'EuCom (Commandement Europe) a en charge le Maghreb et les pays de la rive sud de la Méditerranée. (36)

Le CentCom a fait suite à la Rapid Deployment Joint Task Force, créée en 1983, après l'occupation soviétique de l'Afghanistan et le renversement du Shah en Iran. Cette force s'est vue attribuée pour mission de protéger les États pro-occidentaux du Moyen-Orient et d'assurer l'approvisionnement en pétrole des pays industrialisés. Devenu le CentCom, la première guerre du Golfe, puis les opérations en Afghanistan et en Irak ont été conduites sous son commandement. Depuis 1999, son champ d'intervention s'est élargi ; alors que le CentCom disposait initialement de bases en Arabie Saoudite et dans les Émirats, son réseau s'étend maintenant à Djibouti et au Yémen dans le Golfe d'Aden, à l'Afghanistan et au Pakistan et jusqu'aux ex-républiques soviétiques d'Asie centrale, Ouzbékistan, Kirghizistan et Kazakhstan.

« Le système sécuritaire créé autour du CentCom avait pour but de combler un déficit stratégique en matière de quadrillage logistique aujourd'hui considéré comme optimal après l'intégration de l'ancien espace soviétique dans les aires opérationnelles des commandements régionaux (Russie et Caucase à l'EuCom, Asie centrale au CentCom). L'achèvement du quadrillage logistique et opérationnel planétaire s'opère dans un contexte d'extension normative américaine (multiplication des relations de « militaires-à-militaires » favorisant les standards démocratiques des rapports civilo-militaires, l'interopérabilité des systèmes, et l'intégration inter-agences notamment avec les instances juridiques-policières et de renseignement), et en parallèle à l'extension du système libéral global. » (37) On voit là clairement exprimé la parfaite coordination du sécuritaire et de l'économique dans les plans de Grand Moyen-Orient.

Rappelons qu'au delà du projet d'instaurer la démocratie pour les populations de la région, de la volonté d'intégration de celle-ci à l'économie de marché et du contrôle des richesses énergétiques, le plan de Grand Moyen-Orient a pour objectif d'assurer l'emprise des États-Unis sur l'Eurasie en renforçant le dispositif d'endiguement de la Russie et de la Chine partant de la Baltique et allant jusqu'au Japon.

Pour conforter ce dispositif, le gouvernement états-unien veut promouvoir quatre grandes initiatives : (38)

- Un renforcement régulier de sa présence en Afghanistan, avec la création d'un commandement OTAN unifié d'ici à 2005, ce qui confiera de fait à l'Alliance la responsabilité de l'effort d'établissement de la paix et de construction de la nation, ainsi que de la neutralisation des éléments des Talibans et d'Al-Qaïda qui se trouvent encore dans le pays.
- Une modification de la position prise en Irak par l'établissement d'un commandement de l'OTAN sous la direction des États-Unis pour apporter une assistance dans le domaine militaire et en matière de sécurité après le transfert du pouvoir, de concert avec un effort politique et économique sous l'égide des Nations unies.
- Une restructuration du positionnement et du déploiement des forces américaines en Europe afin d'accroître les interactions avec le Moyen-Orient et l'Asie centrale, en réduisant la présence des États-Unis dans des régions telles que l'Allemagne et en implantant de nouvelles installations et bases en Europe orientale et méridionale.
- Le passage de la constitution de capacités théoriques de projection de la force de l'OTAN à des déploiements de fait.

Chuk Hagel n'hésitant pas à affirmer que « l'avenir de l'OTAN sera déterminé par les résultats de l'initiative en faveur du Grand Moyen-Orient. C'est là un fardeau historique dont nous devons tous nous charger dans une région qui est d'une grande richesse culturelle et historique mais qui, jusqu'à présent, demeure opposée à la modernité. Notre approche exige du tact, de la perspicacité, de la détermination et de la persévérance. » (39) Ce fut donc là des objectifs du sommet de l'OTAN d'Istanbul.

Ce qui amène ce constat de George Corm : « Le gouvernement américain ayant échoué dans la justification de l'invasion de l'Irak par la présence d'armes de destruction massive, il tente maintenant d'accréditer l'idée que sa présence militaire au Moyen-Orient est due à son désir de promouvoir la démocratie et la "gouvernance" au Moyen-Orient. Cela n'a pas beaucoup de crédibilité, mais fait partie de la nécessité de faire de l'activisme justificatif de la guerre. » (40)

D'évidence, il n'y a pas au sein de l'Union européenne une position commune sur les « missions mondiales » de l'OTAN, ni d'ailleurs sur celles touchant le Grand Moyen-Orient. En Irak, les Etats-Unis en appellent, dans le cadre de l'OTAN et sous commandement états-unien, à une présence européenne majeure. Les réticences françaises d'abord, allemandes ensuite, sont connues ; et si d'autres gouvernements s'y montrent plus favorables, ils savent ne pas être en mesure d'obtenir un soutien politique, en raison de l'opposition de leurs opinions publiques. Pour rendre la chose possible, Washington devrait faire des concessions qui paraissent, en l'état, inconcevables.

En Afghanistan, les Européens (en particulier l'Allemagne) jouent un rôle essentiel dans le cadre de l'intervention de l'OTAN et de ses prolongements politiques et économiques. Cependant, au-delà des grandes difficultés internes auxquels l'Organisation atlantique est confrontée (extrême faiblesse du pouvoir central, divisions claniques, difficultés militaires, marché de la drogue, etc.) s'ajoute, pour les Européens, qu'ils se trouvent de fait impliqués, en raison de leur présence en Afghanistan, dans le champ d'intervention régional des Etats-Unis (Pakistan, Mer Caspienne et Asie centrale), champ dépassant largement le cadre Afghan, qui touche aux intérêts sécuritaires de la Russie et de la Chine et peut donc être source de tensions.

En Iran, si la position de l'Union européenne et des Etats-Unis est commune en ce qui concerne la prolifération des armes nucléaires, une différence d'approche non négligeable demeure, l'administration Bush considère l'Iran comme appartenant à « l'axe de mal » et exige des sanctions à son encontre alors que l'Europe se montre (non sans échos ni résultats côté iranien) favorable à un dialogue.

S'ajoute la question israélo-palestinienne (que les Etats-Unis continuent à considérer comme une question israélo-arabe) jugée par l'Europe comme déterminante à toute évolution de la situation dans la région ; là aussi, l'approche des Européens diffère très sensiblement de celle de Washington, qu'il s'agisse de la question d'un État palestinien, de ses frontières, du statut de Jérusalem ou de la politique du gouvernement Sharon.

Pour autant, les Etats-Unis agissent, au sein de l'OTAN et dans ces conflits, en maître du jeu et permet que l'adjudication du concept états-unien de Grand Moyen-Orient se concrétise mieux dans le cadre sécuritaire que dans ceux politiques et économiques.

Suite au Sommet d'Istanbul, l'amiral Gregory G. Johnson, responsable du Commandement des forces interarmées de Naples, a fait un exposé, lors du 2ème Séminaire du Groupe spécial Méditerranée de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, (41) dans lequel il insiste sur la coopération avec les pays partenaires du « Dialogue méditerranéen ». (42) Il y énumère les risques auxquels l'OTAN se heurte aujourd'hui en matière de sécurité, précisant que beaucoup émanent du Sud et de l'Est de l'Europe, comme la prolifération des armes de destruction massive, les États défaillants, le terrorisme et la criminalité transnationale, mais également l'accès limité à l'eau potable, ce qui nécessite « un recentrage stratégique de l'Alliance vers la région Sud ». Gunther Altenburg, Secrétaire général adjoint pour les affaires politiques de l'OTAN, devait apporter, lors du même séminaire, des éléments sur ce « recentrage stratégique » autour de programmes de formation, d'entraînement et de doctrines militaires. Par ailleurs, il existe des plans de redéploiement stratégiques de l'OTAN sur la rive sud de la Méditerranée dont la projection est avancée au sein du « Dialogue méditerranéen. »

Après dix ans d'existence, le « Dialogue méditerranéen » de l'OTAN n'a guère connu plus de succès que le « Partenariat euro-méditerranéen », mais de récentes réunions à Bruxelles - pour la première fois à un échelon militaire aussi élevé -, témoignent d'un engagement nouveau des deux côtés de la Méditerranée. Chris Donnelly (43) le fait entendre : « Si l'OTAN veut répondre aux préoccupations sécuritaires de ses membres, elle devra, au fil des mois et des années à venir, se concentrer prioritairement sur cette région et non plus sur l'Europe centrale et orientale, tandis que le Dialogue méditerranéen devra évoluer en conséquence ». Puis il ajoute : « La division entre "Alliés" et "Partenaires" doit être surmontée rapidement. La sécurité des Alliés ne peut être garantie que par une collaboration étroite entre eux certes, mais également avec les Partenaires d'Europe centrale et orientale et du Grand Moyen-Orient. C'est cette évidence qui, plus que toute autre, motive aujourd'hui l'évolution de l'OTAN » pour conclure de façon très cantinière : « La majeure partie du véritable travail de l'OTAN consistant à atténuer les conflits et à éliminer les frictions s'effectue lors de face-à-face entre diplomates de niveau moyen et d'officiers au bar, au restaurant ou dans

les couloirs du siège... C'est ce privilège que nous devons accorder à nos collègues du Moyen-Orient et de la région méditerranéenne. » (44)

Plus gravement, sur les terrains d'opérations, le Proche-Orient est devenu le théâtre d'expérimentation du concept de « guerre préventive » et l'« Initiative d'Istanbul » suscite certaines craintes dans le monde arabe car elle pourrait conduire à des engagements allant à l'encontre des principes de solidarité et de soutien aux peuples arabes. En particulier, la disposition 5 de l'« Initiative », précise que l'OTAN pourrait promouvoir sa coopération avec des pays par « des activités pratiques..., y compris dans les opérations que l'OTAN mène ; le combat contre le terrorisme, l'arrêt de la prolifération des armes de destruction massive, le trafic illégal d'armes et l'amélioration des capacités des pays à faire face, avec l'OTAN, aux défis et menaces communs ».

Inquiétudes que nourrissent des déclarations comme celle publiée dans Le Monde du 13 avril 2004 sous le titre L'Europe, les Etats-Unis et le Grand Moyen-Orient. Dans ce texte, les auteurs, (45) après avoir rappelé la nécessité de porter un effort favorisant la démocratie en mettant en parallèle les 400 milliards du budget de la défense des États-Unis avec les 40 milliards de dollars dont dispose la National Endowment of Democracy (Fondation nationale pour la démocratie) et appelé à renforcer le « Programme de promotion de la démocratie » de l'Union européenne ; après avoir préconisé de « tenter de créer un nouveau régime sûr dans la région, modelé sur l'OSCE pour le Grand Moyen-Orient » en s'inspirant de « la grande contribution du processus d'Helsinki en Europe », déclarent, concernant l'OTAN : « Son nouveau rôle au Moyen-Orient serait de maintenir la cohésion des Américains et des Européens, de chasser les agresseurs et de tenir en échec les terroristes. » Si l'on entend parfaitement l'intention unitaire atlantiste des signataires, si la mise en échec du terrorisme est le rappel d'un objectif déjà fixé à l'OTAN, par contre une question s'impose : qui sont, aujourd'hui, aux yeux des signataires, « les agresseurs » à chasser du Moyen-Orient ? La liberté, la justice et la démocratie dans le « Grand Moyen-Orient », attendent des paroles plus apaisantes.

La situation de guerre et de violences dans le Moyen-Orient, la déstabilisation qui en résulte à ses frontières, sont incontestablement source de menaces que les gouvernements européens ne peuvent ni ne doivent ignorer, mais l'Union européenne a-t-elle une position à la hauteur des enjeux ? Elle apparaît plus comme un kaléidoscope aux figures changeantes qui, en matière de défense, sous l'étendard de l'OTAN, s'aligne sur les États-Unis. Ainsi, s'appuyant sur les déclarations du ministre allemand des affaires étrangères, Joschka Fischer, lors de la 40ème conférence de Munich sur la politique de sécurité (Wehrkunde) qui, le 7 février 2004, a proposé une « nouvelle initiative transatlantique pour le Proche et le Moyen-Orient » et suggéré une « stratégie commune » de l'Union pour le Proche-Orient élargi et un « processus méditerranéen commun de l'Otan et de l'Union européenne. », Jaap de Hoop Scheffer, secrétaire général de l'OTAN, s'est cru autorisé à déclarer « Si Rumsfeld - le secrétaire américain à la défense - et Fischer - le chef de la diplomatie allemande - pensent tous les deux que c'est une bonne idée, on devrait y arriver. » (46)

Là réside la question, quelles sont les limites de l'autonomie de l'Union européenne en matière de défense et, à l'intérieur de celle-ci, de chaque État membre ?

L'appellation change, non les objectifs.

Le concept de « Grand Moyen-Orient » avancé par George W. Bush l'a été dans un contexte très précis de réelles difficultés pour les Etats-Unis, en raison du pourrissement de la guerre en Irak et du borbier afghan, mais son objectif relève d'une stratégie inscrite dans le long terme, parfaitement exprimée par William Kristol et Lawrence Kaplan quand ils affirment : « notre suprématie ne peut pas être préservée à distance. L'Amérique doit au contraire se considérer à la fois comme une puissance européenne, une puissance asiatique et, bien entendu, une puissance moyen-orientale. » '47)

Au fondement de cette stratégie globale, on retrouve déclinées deux théories :

La première, la théorie des dominos selon laquelle, durant les années 1960/70, la défaite au Vietnam signifierait l'expansion du communisme à l'ensemble du Sud-Est asiatique et au-delà, aujourd'hui, logique inversée, de l'avis des penseurs de la Maison Blanche, le discours sur la démocratie permettrait l'expansion de l'hégémonie états-unienne dans tout le « Grand Moyen-Orient » et au-delà.

Seconde théorie, la théorie belliqueuse du « clash des civilisations » de Samuel Huntington qui oppose l'Occident au monde musulman, ce que relève Mohamed Sid-Ahmed, éditorialiste dans Al-Ahram : « La nouveauté de ce projet réside dans le fait de considérer le Moyen-Orient comme étant une région étendue du Pakistan à l'Est jusqu'au Maroc à l'ouest, dépassant les limites conventionnelles du Moyen-Orient, ainsi, la cause palestinienne perdra-t-elle son caractère spécifique et sa place centrale. Puisque la principale préoccupation de Washington est l'éradication du terrorisme, il se peut qu'il tente d'inclure la lutte palestinienne légitime dans le cadre du terrorisme, répandu dans la région ... Une autre réalité n'est pas à négliger. Considérer la lutte palestinienne comme étant du terrorisme lui ôte son caractère idéologique et la transforme en un simple acte subversif. Ceci peut être pris comme prétexte pour imputer tout acte de violence à l'islam en sa qualité d'idéologie. Et c'est ce que Samuel Huntington a soutenu dans sa fameuse théorie sur le "choc des civilisations"» et Mohamed Sid-Ahmed de conclure : « Ainsi, le facteur commun liant le "Grand Moyen-Orient" ne sera plus le panarabisme arabe, comme c'est effectivement le cas dans le conflit avec Israël, ni l'idéologie proche-orientale visant à parvenir à un règlement du conflit. Il s'agira alors de l'islam, voire du choc des religions. Il s'agira d'une confrontation supposée entre le monde islamique et le monde judéo-chrétien. Comment dans ces conditions peut-on trouver des issues pacifiques aux conflits qui enflamment la région ? » (48)

Il y a paradoxe à penser que le besoin de démocratie peut s'exprimer au travers d'un interventionnisme coercitif. Quel peut être, par ailleurs, l'image reçue de la « démocratie » dans un moment où le Secrétaire général de l'ONU, s'adressant à l'Assemblée générale des Nations Unies déclare (49) : « ceux qui insistent pour que le droit prime en dehors de chez eux doivent en assurer la prééminence dans leur pays, ceux qui prétendent conférer la légitimité doivent eux-mêmes l'incarner, ceux qui invoquent le droit international doivent eux-mêmes s'y soumettre » ? (50)

L'unilatéralisme de Washington marque, en effet, la négation même de rapports démocratiques dans les relations entre États et, on ne peut, non plus, ignorer que l'administration Bush bafoue les Conventions sur le droit international humanitaire en Afghanistan, en Irak ou à Guantanamo, qu'elle transgresse les principes de l'habeas corpus avec l'adoption du Patriot Act et qu'elle s'oppose à la Cour Pénale Internationale, allant jusqu'à faire signer des accords d'immunité bilatéraux pour ses ressortissants. Le jour de l'ouverture du « Forum de l'avenir » à Rabat, le journal marocain L'Opinion lançait cette interpellation : « Les droits de l'Homme arabes à faire respecter par les gouvernants arabes perdent-ils de leur importance du côté de Fallouja et de Gaza ? qui a soutenu pendant des décennies ces mêmes dictatures arabes maintenant honnies et dénoncées ? »

Les peuples du Maghreb et du Moyen-Orient vivent le dilemme du « cynisme d'une realpolitik qui a consisté à soutenir et tolérer les pires régimes pendant des décennies pour ensuite se poser en libérateurs des peuples opprimés. Et, après que ces dictatures ont mené à bien la contre-révolution post-coloniale la situation est mûre pour l'imposition de la "bonne gouvernance" qui par ses effets de transparence et de "développement humain" (amélioration sanitaire, éducative, participation citoyenne élargie) ne peut être qu'accueillie avec soulagement par des peuples ravagés par la répression et l'obscurantisme. » (51)

L'avènement de la démocratie inscrit dans les plans de « Grand Moyen-Orient » amène à poser une question simple : quelles forces sont en mesure de remplacer les pouvoirs autocrates et féodaux en place ? La réponse est évidente, s'agissant des forces progressistes, sans cesse combattues, affaiblies et souvent décimées, l'accès au pouvoir leur est difficile ; l'alternative est donc entre un remaniement ou le maintien des régimes en place ou, si des élections vraiment libres étaient organisées, en plusieurs lieux, la prise du pouvoir par des fondamentalistes. Il n'est donc pas difficile d'anticiper sur l'avenir « démocratique » du « Grand Moyen-Orient ».

Le 16 novembre 2004, lors de la désignation aux fonctions de Secrétaire d'État de Condoleezza Rice , George W. Bush a fixé à celle-ci ses grandes priorités : la lutte contre le terrorisme, le conflit israélo-arabe et la démocratisation du Grand Moyen-Orient, avant de préciser: « Nous sommes une nation en guerre. Nous menons une importante coalition contre un ennemi déterminé. Nous mettons en place de nouvelles structures et des institutions pour affronter les régimes hors-la-loi, pour nous opposer à la prolifération d'armes et de matériaux dangereux et pour briser les réseaux terroristes. »

« Initiatives », « partenariats » ou « dialogues », les appellations changent, on le constate, mais les objectifs sont pérennes.

Puissent les tourments des peuples ne pas l'être.

-
1. Le Proche-Orient représente la Turquie, la Syrie, le Liban, l'Égypte, la Palestine et Israël (certains l'étendent à la Jordanie, à l'Irak et aux États du pourtour du golfe Persique). Le Moyen-Orient couvre ces pays plus la Péninsule arabique, l'Iran, l'Afghanistan, parfois la Libye et le Soudan, voire le Pakistan.
 2. En excluant conventionnellement la Turquie (membre de l'OTAN), la Mauritanie à l'ouest et l'Afghanistan à l'est, pays intégrés à l' « Initiative pour un Grand Moyen-Orient »
 3. Le Grand Moyen-Orient couvre une superficie de 16 909 km², l'Union européenne de 3 977 km².
 4. L'Union européenne a une population de 453 millions d'habitants.
 5. Cité par Michael Duffy, Massimo Calabresi, Clash of the Administration Titan, Time, 14 avril 2003.
 6. Claire Tréan, Laurent Zecchini, Les Etats-Unis lancent leur projet d'un « Grand Moyen-Orient », Le Monde, 27 février 2004.
 7. Le nouveau masque de la politique américaine au Proche-Orient. Le Monde Diplomatique, avril 2004
 8. Le Document d'Alexandrie est l'émanation de membres de la société civile de 18 pays de la Ligue arabe, qui se sont réunis à Alexandrie en mars 2004 et dont les travaux ont abouti à la publication d'un plan de démocratisation et de développement social et économique appelé, selon la Gazette du Maroc du 22 mars 2004, à « exécuter à la lettre les revendications américaines sans attendre qu'elles soient imposées par d'autres moyens. »
 9. The Middle East needs its Helsinki, 30 mars 2004.
 10. Réalités (Tunisie), 17 novembre 2004.
 11. Israël n'est volontairement pas compté dans ses chiffres qui se rapportent au États arabes.
 12. Pour les pays de l'OCDE, le taux pour la période correspondante est de + 2,1%.
 13. Gilbert Achcar, article cité
 14. Claire Tréan, Laurent Zecchini, article cité.
 15. La Libye en restant exclue
 16. La Méditerranée au prisme du nouveau panorama stratégique: Du Partenariat de Barcelone au « Grand Moyen-Orient », Fondation de la Recherche Stratégique, 2004.
 17. 26 juin 2004.
 18. Les relations euro-arabes, Défense nationale, août-septembre 2002,
 19. Dar Al-Hayat 16 mars 2004.
 20. Rapport servant de document pour la conférence du G8 du 8 au 10 juin, le sommet États-Unis-Europe du 26 juin et le sommet de l'OTAN des 28 et 29 juin.
 21. M.A. Oraizi, Le rêve simpliste du Grand Moyen-orient, Le Débat Stratégique, juillet 2004, CIRPES.
 22. Al Ahram, 10 mars 2004.
 23. L'Économiste (Maroc), avril 2004.
 24. Al Ahram, 7 avril 2004.
 25. 19 février 2004.
 26. Réalités, article cité
 27. Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller pour la sécurité nationale du président Jimmy Carter, Le Grand Échiquier, Éditions Bayard, 1997.
 28. M.A. Oraizi, Le rêve simpliste du Grand Moyen-Orient, Le Débat stratégique, juillet 2004.
 29. 9 juin 2004.
 30. Cité par Le Courrier International, 17 juin 2004.
 31. Démocratie-mirage au Moyen-Orient ?, CERI/Alternatives internationales, juillet-août 2004.
 32. 13 décembre 2004
 33. Saïda Bédar, Le Grand Moyen-Orient : un projet "post-colonial" global ?, Diplomatie, mai-juin 2003.
 34. International Informations Programs du Département d'État des Etats-Unis, juin 2004.
 35. NORTHCOM : Commandement Nord, EUCOM : Commandement Europe, PACOM : Commandement Pacifique, SOUTHCOM : Commandement Sud, CENTCOM : Commandement Centre, auxquels s'ajoutent les commandement de la force conjointe, le commandement spatial, le commandement des opérations spéciales, le commandement stratégique et le commandement transports.
 36. L'EuCom comprend également l'Europe, y compris le Caucase et la Russie, et l'Afrique sub-saharienne, à l'exception de la Corne et de Madagascar.
 37. Saïda Bédar, article cité.
 38. Anthony Cordesman, La sécurité en Occident et le Grand Moyen-Orient, International Informations Programs du Département d'État des Etats-Unis, juin 2004.
 39. Référence citée.
 40. Georges Corm, article cité.
 41. 9 et 10 juillet 2004.
 42. Dialogue qui réunit les États européens membres de l'OTAN, l'Algérie, l'Égypte, la Jordanie, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie, comme pays arabes, et Israël.
 43. Chargé de cours à l'Académie de défense du Royaume-Uni de Shrivvenham, il a été conseiller spécial pour l'Europe centrale et orientale de quatre Secrétaires généraux de l'OTAN
 44. Un partenariat de l'OTAN pour le Grand Moyen-Orient, Revue de l'OTAN, printemps 2004.

45. Ses signataires sont Urban Ahlin, président de la Commission des affaires étrangères du parlement suédois, Ronald D. Asmus, membre du Council on Foreign Relations et du German Marshall Fund (Washington). Jana Hybaskova, ancienne ambassadrice de Tchécoslovaquie au Koweït, présidente de la Délégation Europe-Israël, Steven Everts, directeur de recherches au Center for European Reform à Londres, Mark Leonard, directeur du Foreign Policy Center (Londres), Michael Mcfaul, administrateur de l'Eurasia Foundation et du Firebird Fund, Michael Mertens, ancien conseiller du chancelier Kohl.
46. Lors de la conférence à Istanbul, « L'Alliance atlantique à un nouveau tournant ».
47. Notre route commence à Bagdad , Éditions Saint-Simon, 2003
48. Du projet de Grand Moyen-Orient, Al' Ahram weekly, 25 février 2004.
49. 21 septembre 2004.
50. Cette déclaration, comme celle contestant la légitimité de la guerre en Irak, valent à Kofi Annan un feu nourri de critiques qui tranchent avec les éloges que son immobilisme avait jusque là suscités.
51. Saïda Bédar, article cité.